

FRANCE: SERVICES D'ARCHITECTURE CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE RELATIF À LA RÉHABILITATION ET LA CONSTRUCTION (EXTENSION) DE LA CITÉ JUDICIAIRE DE LONS LE SAUNIER

Avis de concours

1 Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel: Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

2 Procédure

2.1 Procédure

Titre: Concours de maîtrise d'œuvre relatif à la réhabilitation et la construction (extension) de la cité judiciaire de Lons le Saunier

Description: Concours de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération de construction réhabilitation de la cité judiciaire de Lons le Saunier. Elle regroupera sur un site les services judiciaires. Les juridictions de Lons le Saunier souffrent actuellement d'un manque de place chronique et d'un éclatement des services. L'opération consiste à construire la cité judiciaire de Lons le Saunier destinée à regrouper l'ensemble des juridictions sur un même site (Anne Frank). Une première opération livrée en 2018, avait permis le relogement du tribunal d'instance, du tribunal de commerce et du conseil de prud'hommes au sein de l'ancienne école normale de filles (environ 1000m² de SU). Le projet de l'agence Pierre Vurpas et associés visait une restauration soignée d'une partie du bâtiment existant, protégé au titre du patrimoine, tout en y intégrant une composante architecturale contemporaine. Dans le prolongement de cette opération, l'objectif du nouveau programme est de poursuivre le regroupement et donc de réhabiliter le reste des surfaces n'ayant pas fait précédemment l'objet de travaux, d'augmenter les surfaces disponibles pour accueillir le tribunal de grande instance et constituer un ensemble judiciaire unique et cohérent. Elle inclut également la réalisation de places de stationnement et l'aménagement des espaces extérieurs (parvis et circulations). Les besoins en surface utile du futur palais de justice sont estimés à environ 2 700 mètres carrés. La mission de base comprend : les études d'esquisse - diagnostic (ESQ / DIAG), les études d'avant-projet sommaire (APS), les études d'avant-projet définitif (APD), les études de projet (PRO); les études de Visa (VISA); l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT), la direction de l'exécution du ou des contrats de travaux (DET) ; l'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR). Rappel : La mission de base intègre les obligations relatives à la gestion des déchets de chantier au sens de la loi n°75.633 du 15 juillet 1975 modifiée et des textes d'application. Cette mission sera complétée par les missions complémentaires suivantes : - une mission pour la définition et l'exécution de la démolition des ouvrages des archives existantes; - Réemploi des matériaux- une mission pour l'implantation des équipements mobiliers non fixes (MOB), - une mission d'élaboration et de suivi des travaux du système de signalétique information (SIGN), - une mission de coordination des systèmes de sécurité Incendie (CSSI) au sens de la norme NFS61931 (le maître d'œuvre est le coordonnateur SSI en conception et en chantier) pour l'ensemble des phases. - une mission d'aide à la préparation de l'exploitation-maintenance. L'opération s'inscrira dans des coûts plafond et elle devra répondre à des exigences fonctionnelles et techniques précises. Une attention particulière sera portée aux réponses fournies notamment sur l'architecture, la mise en valeur patrimoniale, l'insertion urbaine, la qualité des espaces publics et de travail, les exigences fonctionnelles et techniques, la facilité d'exploitation, la maintenabilité et la sûreté. Une attention particulière sera également portée à la conception bioclimatique du bâtiment, au niveau du confort thermique et à la performance environnementale. Des prestations supplémentaires éventuelles obligatoires complètent la mission et

portent sur la réalisation par le maître d'œuvre de la maquette BIM à compter de la phase DIAG ainsi que la fonction de BIM MANAGE

Identifiant de la procédure: f36e9906-ac89-4cd2-93ea-e522b7caee47

Type de procédure: Restreinte

2.1.1 Objet

Nature du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 71200000 Services d'architecture

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale: 295 Rue Georges Trouillot

Ville: Lons-le-Saunier

Code postal: 39000

Subdivision pays (NUTS): Jura (FRC22)

Pays: France

Informations complémentaires: N° de la consultation (modifié) : 24-010

2.1.4 Informations générales

Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)

Informations complémentaires: N° de la consultation (modifié) : 24-010

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché: Les autres motifs d'exclusions figurent dans le DCE.

5 Lot

5.1 Identifiant technique du lot: LOT-0001

Titre: Concours de Maîtrise d'œuvre pour le projet de construction et réhabilitation de la Cité Judiciaire de Lons le Saunier

Description: Concours de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération de construction réhabilitation de la cité judiciaire de Lons le Saunier. Elle regroupera sur un site les services judiciaires.

Identifiant interne: 24-010

5.1.1 Objet

Nature du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 71200000 Services d'architecture

5.1.9 Critères de sélection

Critère:

Type: Capacité économique et financière

Nom: chiffre d'affaires global et CA spécifique

Description: Niveaux spécifiques minimaux exigés : Le groupement devra justifier un chiffre d'affaires global d'un montant supérieur à 1800000? (HT) moyen au cours des 3 derniers exercices disponibles. L'entité en charge de la conception architecturale du projet (architectes) devra justifier un CA spécifique minimum de 1 000 000 ? (HT) moyen au cours des 3 derniers exercices disponibles.

Utilisation de ce critère: Utilisé

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Critère:

Type: Capacité technique et professionnelle

Nom: Capacité technique et professionnelle

Description: se référer à l'article III.1.3 de l'annexe 1 à l'AAPC

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Critère:

Type: Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Nom: profession particulière: architecte

Description: L'équipe de maîtrise d'oeuvre devra être composée d'une personne habilitée à exercer la compétence prévue à l'article 3 du décret 47-1154 du 25 juin 1947. Par ailleurs, la maîtrise d'ouvrage devra disposer de l'ensemble des compétences définies par la loi no77-2 du 3 janvier 1977 (architecte ou profession équivalente selon la réglementation en vigueur dans le pays d'origine pour les candidats.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:

Nombre minimal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure: 1

Nombre maximal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure: 4

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés

5.1.10 Critères d'attribution

Critère:

Type: Qualité

Description: Qualité architecturale et d'insertion urbaine

Critère:

Type: Qualité

Description: Adéquation du projet avec le programme

Critère:

Type: Coût

Description: Économie globale du projet

Critère:

Type: Qualité

Description: Qualité environnementale

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles: français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles: français

Adresse des documents de marché: [https://www.marches-publics.gouv.fr/?](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2483836&orgAcronyme=d3f)

[page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2483836&orgAcronyme=d3f,](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2483836&orgAcronyme=d3f)

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions du régime du concours:

Prix

Valeur de la prime: 115 000 EUR

Lieu de réception de la prime: 94270

Informations complémentaires: se référer Article 5 du RC

Tout marché de services faisant suite au concours sera attribué à l'un des lauréats du concours

Conditions de présentation:

Présentation par voie électronique: Autorisée

Adresse de présentation: [https://www.marches-publics.gouv.fr/?](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2483836&orgAcronyme=d3f)

[page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2483836&orgAcronyme=d3f](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2483836&orgAcronyme=d3f)

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées: français

Date limite de réception des demandes de participation: 31/05/2024 12:00 +02:00

Informations relatives aux délais de recours: Référé précontractuel devant le Tribunal administratif compétent (articles L551-1 à -12 et R551-1 à -6 du code de justice administrative) : jusqu'à conclusion du marché. Référé contractuel devant le Tribunal administratif compétent (articles L551-13 à -23 et R551-7 à -10 du code de justice administrative) : dans les 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution ou, à défaut, 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché. Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché. »

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours: Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

8 Organisations

8.1 ORG-0002

Nom officiel: Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

Numéro d'enregistrement: 18009225600023

Département: EQUIPE9

Adresse postale: Immeuble OKABE 67 avenue de Fontainebleau

Ville: LE KREMLIN-BICETRE

Code postal: 94270

Subdivision pays (NUTS): Val-de-Marne (FR107)

Pays: France

Adresse électronique: christophe.lambert@apij-justice.fr

Téléphone: 0188288800

Profil de l'acheteur: <https://www.apij.justice.fr/>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation chargée des procédures de recours

11 Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 897b9b94-5bd3-45ef-9194-2e9791fdb4b4 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de concours

Date d'envoi de l'avis: 22/04/2024 18:12 +02:00

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

11.2 Informations relatives à la publication